



Communiqué de presse

Bruxelles, 16 juin 2010

Politique laitière de l'UE: le Groupe à Haut Niveau condamne les éleveurs européens

L'orientation proposée par le GHN ne donne pas de perspectives aux producteurs. Sans régulation publique de la production laitière et du marché laitier, il n'y aura pas de solution durable à la crise laitière. C'est un signal dans la mauvaise direction pour la PAC 2013.

Les recommandations du GHN ne traitent pas les causes de la crise laitière. Comme ECVC l'avait indiqué lors de la première audition à l'automne dernier¹, les experts des 27 Etats Membres n'ont pas travaillé sur les questions essentielles de la régulation de la production, des structures et modes de production, de l'arrêt du dumping à l'exportation, de la répartition de la production dans l'UE.

Les propositions du GHN sont une étape supplémentaire dans l'abandon d'une politique laitière européenne, laissant aux Etats Membres et aux laiteries des choix qui vont accentuer les distorsions entre pays et entre producteurs.

Contractualisation: remplacer la régulation publique de la production par une contractualisation privée entre producteurs et laiteries serait une grave erreur. La contractualisation ne va pas réguler la production européenne. Comme l'a indiqué Alison Burrell (Joint Research Center, Commission) lors de la conférence UE du 26 mars, la contractualisation ne va pas renforcer le pouvoir des producteurs et ne va pas garantir une meilleure répartition de la valeur ajoutée en leur faveur. Dans un contrat entre le producteur et une laiterie, cette dernière sera le plus souvent en position de force et les contrats seront plus favorables aux gros producteurs qu'aux petits et moyens producteurs. Une telle contractualisation sera une régression des droits des producteurs, comme on le voit en Suisse, où la suppression des quotas a entraîné hausse de la production, baisse de prix, et conflits.

Un contrat individuel entre producteur et une laiterie ne serait utile que s'il y a une maîtrise publique de la production et une négociation collective des prix sur base des coûts de production (travail compris).

Pouvoir de négociation des producteurs: sans régulation publique européenne de la production adaptant la production à la demande, il n'y aura jamais de bonnes conditions de négociations entre organisations de producteurs et laiteries, comme le propose le GHN.

/..

¹ Voir <http://www.eurovia.org/spip.php?article239>

L'exemple de la Suisse montre les impasses de cette voie. Comme l'a indiqué Alison Burrell le 26 mars, la promotion par l'UE des groupements de producteurs de fruits & légumes n'a pas non plus, face à la transformation et à la distribution, renforcé le pouvoir de négociation des producteurs, souvent en grande difficulté.

Transparence : Le GHN, trop soucieux des intérêts de l'industrie et de la distribution, ne propose pas de mesure significative. Pourtant, sans transparence des marges des tous les acteurs, ce sont bien les producteurs et les consommateurs qui, comme aujourd'hui, seront perdants.

ECVC demande une transparence des prix tout au long de la chaîne du lait, de la production à la consommation, ainsi qu'une limitation des marges de l'industrie et de la distribution en fonction de leurs coûts réels.

Mesures de marché, OMC² : en proposant d'examiner des mesures complémentaires au filet de sécurité actuel compatibles avec la boîte verte de l'OMC, pour faire face à la volatilité du revenu, le GHN traduit le manque de volonté politique des Etats membres à s'attaquer à la volatilité des prix et à ses causes. Il reste dans le cadre truqué de l'OMC et de sa boîte verte, qui sont des instruments périmés du 20^e siècle, non seulement incapables de faire face aux défis actuels, mais qui au contraire aggravent la situation et l'avenir des producteurs.

L'UE doit se fixer comme objectif des prix du lait à la production stables et justes, liés aux coûts d'une production durable, ce qui nécessite une maîtrise européenne publique de la production, adaptable à la demande, avec une répartition juste de la production entre les pays et entre les producteurs.

Non aux marchés à terme! ECVC s'oppose à la mise en place de marchés à terme du lait, favorables seulement à l'industrie et aux financiers, pas aux producteurs. Ils iraient de pair avec la contractualisation.

Etiquetage de l'origine des produits³ : *ECVC demande un étiquetage obligatoire du lieu de production et du lieu de transformation du lait*

Innovation, recherche, compétitivité : c'est surtout la recherche de coûts de production les plus bas qui a été le moteur de l'innovation et de la recherche, le plus souvent aux dépens des coûts environnementaux et sociaux. On ne peut parler sérieusement de compétitivité si on n'y intègre pas ces coûts, qui sont toujours externalisés et finalement payés par le contribuable. On ne peut parler non plus de compétitivité si on inclut les aides publiques dans les résultats des exploitations. Et que dire de la compétitivité sur le marché international lorsque l'aide laitière découplée a le même effet que les aides à l'exportation puisqu'elle permet de produire, vendre et exporter le lait à un prix inférieur à son coût de production, au mépris des producteurs des pays tiers.

La recherche, la formation, et le soutien doivent porter maintenant sur des modes de production durables, basés sur des fourrages locaux, diminuant le réchauffement climatique, favorisant la biodiversité et produisant des externalités positives sur le plan social et environnemental.

La Coordination Européenne Via Campesina appelle les paysan(ne)s européens à se mobiliser pour pousser l'UE à changer l'orientation proposée le GHN. Il en va aussi de l'orientation de la PAC 2013.

² Voir position ECVC- 2^e audition GHN- <http://www.eurovia.org/spip.php?article279>

³ Voir position ECVC- 3^e audition GHN <http://www.eurovia.org/spip.php?article303>